

In Extenso

In Extenso Nord Audit

Parc d'Entreprises de l'Horlogerie
Rue de l'Horlogerie
BP 80164
62403 Béthune cedex

Tél. : +33 (0)3 21 64 70 30
nordaudit@inextenso.fr
www.inextenso.fr

ADEFI MISSION LOCALE

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901

1 RUE DES PROCUREURS
62130 SAINT POL SUR TERNOISE

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

In Extenso Nord Audit

Parc d'Entreprises de l'Horlogerie
Rue de l'Horlogerie
BP 80164
62403 Béthune cedex

Tél. : +33 (0)3 21 64 70 30
nordaudit@inextenso.fr
www.inextenso.fr

ADEFI MISSION LOCALE

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901

1 RUE DES PROCUREURS
62130 SAINT POL SUR TERNOISE

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'Assemblée Générale de l'association ADEFI MISSION LOCALE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ADEFI MISSION LOCALE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

.../...

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne l'évaluation à la clôture des produits à recevoir et leur rattachement à l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 18 avril 2024 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Béthune, le 19 avril 2024

Le Commissaire aux Comptes

In Extenso Nord Audit



Hubert LEPERS

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2023 au 31/12/2023			Au 31/12/2022
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	10 426	10 426		
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	355 160	237 823	117 337	135 078
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	3 575		3 575	1 875
TOTAL I	369 161	248 249	120 912	136 953
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	1 256 355		1 256 355	1 619 664
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 091 148		1 091 148	785 640
Charges constatées d'avance	26 188		26 188	27 124
TOTAL III	2 373 691		2 373 691	2 432 429
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	2 742 852	248 249	2 494 603	2 569 382

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2023	31/12/2022
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	349 004	349 004
Autres réserves	620 234	620 234
Report à nouveau	545 532	438 503
Excédent ou déficit de l'exercice	-2 637	107 029
Situation nette	1 512 133	1 514 770
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	1 512 133	1 514 770
Comptes de liaison		
II		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	67 056	87 053
TOTAL III	67 056	87 053
Provisions		
Provisions pour risques	60 000	60 000
Provisions pour charges	82 948	100 144
TOTAL IV	142 948	160 144
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	155 596	215 406
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	83 429	99 576
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	254 932	212 380
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	268 678	246 305
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	9 831	33 748
TOTAL V	772 465	807 414
Écarts de conversion passif		
VI		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	2 494 603	2 569 382

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2023	31/12/2022
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	17 850	10 381
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 786 912	2 642 664
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		750
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	112 904	169 130
Utilisations des fonds dédiés	85 092	
Autres produits		
TOTAL I	3 002 759	2 822 925
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	468 921	419 165
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	174 327	145 421
Salaires et traitements	1 723 216	1 581 281
Charges sociales	529 607	467 083
Dotations aux amortissements et dépréciations	48 000	42 532
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés	65 095	61 092
Autres charges		
TOTAL II	3 009 165	2 716 575
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-6 407	106 350
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	7 282	3 951
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	7 282	3 951
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	2 316	2 580
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	2 316	2 580
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	4 966	1 371
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-1 440	107 721

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V		
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI		
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII	1 197	692
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	3 010 041	2 826 876
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	3 012 678	2 719 847
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-2 637	107 029

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	21 699	20 036
TOTAL	21 699	20 036
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	21 699	20 036
TOTAL	21 699	20 036

Annexe

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total du bilan avant répartition est de 2 494 603 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de -2 637 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Ces comptes ont été arrêtés le 18 Avril 2024 par le Conseil d'Administration.

Présentation de l'activité :

L'ADEFI est une association couvrant le Ternois, une partie des Campagnes de l'Artois et le Bassin du Montreuillois. Elle offre une gamme élargie de services aux habitants de ces territoires de 16 à 65 ans. Elle couvre les champs de l'emploi, la formation, l'orientation, l'insertion et la vie quotidienne au travers de dispositifs spécifiques.

On peut citer la Mission Locale, le PLIE, le Point Information Jeunesse, le Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes, Proch'Info Formation, Proch'Emploi entreprises, le Comité Locale d'Appui aux projets.

Faits caractéristiques

La mise en place de l'avenant 65 a eu un impact sur la masse salariale.

Une augmentation des frais de déplacements liée au coût de remboursement plus élevé et une augmentation de l'effectif.

Un retard très important des votes et de la mise en place de certaines conventions, ce qui engendre un retard dans le paiement des avances, du solde et une impossibilité de recourir au Dailly.

Un contrôle par la CICC est en cours sur notre dossier "IEJ", ce qui peut remettre en cause le montant de la subvention perçue, en interne comme en externe.

Les honoraires du Commissaire aux Comptes ont été comptabilisés en charges à payer pour un montant de 13 000 € (12 310 € pour la partie Audit légale et 690 € pour l'attestation de la Région).

La guerre en Ukraine a eu un impact sur l'inflation, la hausse des prix et de l'énergie. En plus de faire face à l'augmentation liée à la mise en place de l'avenant 65, il a fallu faire face à cette inflation.

On note toutefois, une absence de risque pour la continuité d'exploitation.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- | | |
|--------------------------------------|-------------|
| • Logiciels | 1 à 3 ans, |
| • Agencements et aménagements | 4 à 10 ans, |
| • Mobilier de bureau et informatique | 3 à 10 ans, |
| • Mobilier | 5 à 10 ans |
| • Installations techniques | 5 ans. |

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir.

- CPO et CEJ pour un montant de 51 250 €
- Subvention Accompagnement pour un montant de 280 150.82 €
- Subvention 100% Insertion pour un montant de 153 363.98 €
- Subvention CLAUSE pour un montant de 68 714.22 €
- Subvention Primo-entrants pour un montant de 56 881.37 €
- Subvention RSA Solidarité et Socio Pro pour un montant de 52 800 €
- Autres subventions (Communes, Conseil Régional, CLAP, PRIF, FONJEP, PE, CLLAJ, DAE,) pour un montant de 517 794.13 €.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

Provision pour risques et charges

Au 31/12/2021, une provision pour risques a été faite sur la subvention de la Région concernant le fonctionnement de la structure pour un montant total de 60 000 € (20 000 € par an depuis 2019).

Il n'y a pas eu de reprise sur l'exercice 2023, car le dossier 2021 n'a toujours pas été soldé et nous n'avons rien reçu sur l'exercice 2022.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 3.17%.

Le montant ainsi obtenu est une reprise à hauteur de 17 196 €, ce qui porte le montant total comptabilisé en provision au 31/12/2023 à un montant de 82 948 €.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à : 67 056.37 €

Au 31/12/2021, un report en fonds dédiés a été fait concernant la subvention Garantie Jeunes pour un montant de 24 000 € correspondant au non réalisé de 2021 par rapport aux objectifs. Cette somme a été reprise sur l'exercice 2023.

Au 31/12/2022, un report en fonds dédiés a été fait concernant la subvention CEJ pour un montant de 61 092.35 € correspondant au non réalisé de 2022 par rapport aux objectifs. Cette somme a été reprise en totalité en 2023.

Au 31/12/2023, un report en fonds dédiés a été fait concernant la subvention CEJ pour un montant de 65 095.37 € correspondant au non réalisé de 2023 par rapport aux objectifs. Cette somme sera à reprendre partiellement ou totalement en 2024 en fonction des parcours.

Emprunts

Au cours de l'exercice 2020, l'entité a bénéficié d'un emprunt PGE d'un montant de 300 000 € comptabilisé en compte 164980. Le montant à rembourser au 31/12/2023 est de 156 010.93 €.

Au cours de l'exercice 2023, le montant des remboursements d'emprunts s'élève à 59 810 €.

Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires sont par nature effectuées à titre gratuit. Elles correspondent aux mises à disposition de personnes par des entités tierces, ainsi que des biens meubles ou immeubles auxquels il convient d'assimiler les dons en nature redistribués ou consommés en l'état par l'association.

Sur cet exercice, la mise à disposition concerne Mme GRESSION par l'EPSM pour 21 699.41 €.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Rémunérations versées à certains dirigeants

L'information relative à la rémunération des "3 plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés" (art 20 de la loi N° 2006-586 du 23/05/2006) n'est pas communiquée car elle reviendrait à divulguer une information individuelle au caractère confidentiel.

Faits caractéristiques de l'exercice

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	10 426		
TOTAL	10 426		
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
Installations :			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers	37 377		10 622
Matériel :			
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	287 524		19 636
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	324 901		30 259
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	1 875		1 700
TOTAL	1 875		1 700
TOTAL GÉNÉRAL	337 202		31 959

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			10 426	
TOTAL			10 426	
Terrains				
Constructions :				
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
Installations :				
- Gales, agencés et aménagt. const.				
- Techniques, matériel et outillage				
- Gales, agencés et aménagt. divers			47 999	
Matériel :				
- De transport				
- De bureau et informatique, mobilier			307 161	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou don, destinés à être cédés				
TOTAL			355 160	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres :				
- Participations				
- Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			3 575	
TOTAL			3 575	
TOTAL GÉNÉRAL			369 161	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice				Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immobilisations incorporelles				10 426			10 426
TOTAL				10 426			10 426
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements et aménagements des constructions							
Installations techniques, matériel et outillage industriel							
Installations générales, agencements et aménagements divers				10 611	5 414		16 025
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier				179 213	42 586		221 799
Emballages récupérables et divers							
TOTAL				189 823	48 000		237 823
TOTAL GÉNÉRAL				200 249	48 000		248 249

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outill. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES				REPRISES NON VENTILÉES		TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ	

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices				Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglementées				
Provisions pour :				
- Reconstitution des gisements				
- Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Risques et charges				
Provisions pour :				
- Litiges				
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
- Pensions et obligations	100 144		17 196	82 948
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	60 000			60 000
TOTAL II	160 144		17 196	142 948

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
Immobilisations :				
- Incorporelles				
- Corporelles				
- Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients				
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL III				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	160 144		17 196	142 948
- D'exploitation			17 196	
Dont dotations et reprises : - Financières				
- Exceptionnelles				

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	3 575		3 575
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés			
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	430	430	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 817	2 817	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés	7 012	7 012	
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	1 246 096	1 246 096	
Charges constatées d'avance	26 188	26 188	
TOTAL	1 286 118	1 282 543	3 575

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine	155 596	59 718	95 878	
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	83 429	83 429		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	73 481	73 481		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	143 358	143 358		
Impôts sur les bénéfices	1 197	1 197		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	36 895	36 895		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	268 678	268 678		
Produits constatés d'avance	9 831	9 831		
TOTAL	772 465	676 587	95 878	

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2023	31/12/2022
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 252	25 479
Dettes des legs ou donations		
Dette fiscales et sociales	129 364	102 577
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	222 637	203 013
TOTAL	368 253	331 070

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2023	31/12/2022
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Créances reçus par legs ou donations		
Autres créances	1 184 087	1 562 198
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	1 184 087	1 562 198

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2023	31/12/2022
Produits :	- D'exploitation	9 831	33 748
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		9 831	33 748

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2023	31/12/2022
Charges :	- D'exploitation	26 188	27 124
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		26 188	27 124

Concours et subventions publics obtenus au cours de l'exercice

	Union européenne	État	Collectivité territoriale	CAF	Autres	TOTAL
Concours Publics						
Subventions d'exploitation	398 553	780 464	355 324	15 000	1 237 571	2 786 912
Subventions d'investissement						
TOTAL	398 553	780 464	355 324	15 000	1 237 571	2 786 912

Dans la colonne Autres, on retrouve :

- Pour la Région : 298 690.75 €
- Pour le Département : 859 820.85 €
- Autres (Pôle Emploi, Action Logement, AMI ANCT, OFQJ, Subvention des Jeunes Québec, SNU, Subvention MACIF, Taxe d'Apprentissage) : 79 059.29 €

Variation des fonds dédiés - Subventions d'exploitation

Subventions d'exploitation	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
CLAP 2003 (montant initial 4 5	1 961					1 961	
Plan de Relance GJ 2ème Tranc	24 000		24 000				
Subvention CEJ	61 092		61 092				
Subvention CEJ		65 095				65 095	
TOTAL	87 053	65 095	85 092			67 056	
(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif							
(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts							

Tableau des subventions d'investissement

Subventions d'investissement	Montant à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
		Augmentations	Diminutions	
Montant nominal	48 216			48 216
Quotes-parts virées au résultat	-48 216			-48 216

Commentaires : néant

Variation des fonds propres art.431-5

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	969 238				969 238
- dont réserves des activités sociales et médico sociales					
Report à nouveau	438 503	107 029			545 532
- dont report à nouveau des activités sociales et médico sociales					
Excédent ou déficit de l'exercice	107 029	-107 029		-2 637	-2 637
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico sociales					
Situation nette	1 514 770			-2 637	1 512 133
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	1 514 770			-2 637	1 512 133

Commentaires : néant

VENTILATION DE L'EFFECTIF DE L'ASSOCIATION

Rubriques	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Ingénieurs et cadres	3,00	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	57,00	0,50
Ouvriers		
TOTAL	60,00	0,50

TRANSFERTS DE CHARGES

Rubrique	Montant
<u>Transferts de charges d'exploitation</u>	
Uniformalion	9 306,23
CPAM/Humanis	23 992,00
ASP	15 726,58
ASP SC	46 683,36
Sous total Exploitation	95 708,17
<u>Transferts de charges financières</u>	
Sous total Financières	0,00
<u>Transferts de charges exceptionnelles</u>	
Sous total Exceptionnelles	0,00
TOTAL	95 708,17